

Le 26 septembre 2019 à 10h30

Présentation du
Livre Blanc de la Gouvernance Publique

« De l'action publique performante à la démocratie refondée »

réalisé par l'Institut Français de la Gouvernance Publique (IFGP)

Ouvrage collectif (auteurs : Jean-Paul Huchon – Stéphane Privé – Georges Sali)

Trois idées forces :

- 1) En finir avec le seul exercice vertical du pouvoir :
 - ⇒ Vers une révolution copernicienne de la gouvernance publique
- 2) Adapter l'action publique en regard des nécessités de notre temps
 - ⇒ Passer de l'administration d'autorité à l'administration citoyenne
- 3) Doter le pays d'un corps d'administrateurs performant des affaires publiques
 - ⇒ Repenser le rôle des élus

Contact : Stéphane Privé, délégué général de l'IFGP
Tel : 06 03 80 82 33 - stephane.prive@ifgp.fr
Site Internet : www.ifgp.fr

Objectif du Livre Blanc de la Gouvernance Publique

Bien que manifestant une distance croissante avec les décideurs publics, voire une méfiance allant jusqu'à la défiance, les citoyens français savent que l'action publique est essentielle pour l'avenir du pays et pour leurs conditions de vie à court, moyen et long terme.

Depuis trop longtemps maintenant, les jugements négatifs sur l'efficacité de l'action publique convergent largement, avec des mots et des analyses très variables, vers des appréciations très sévères. Du bistrot du village rural à celui du quartier sensible, de la brasserie du quartier d'affaires à celle du quartier des ministères, des réfectoires en Universités à ceux des résidences pour personnes âgées – beaucoup de ce qui est dit contient des éléments de vérité qui enracinent l'idée que la classe dirigeante est gravement en échec et n'est plus à la hauteur des attentes du pays. Les raisons de la crise de la gouvernance publique sont imputées aux décideurs publics, à commencer par les élus, jugés tour à tour incompetents, détournés de l'intérêt général, titulaires de privilèges,...

Il y a un débat public très riche dans notre pays sur cette question. Mais il se ramène souvent à une dimension politique partisane. Il n'y a certes rien d'anormal à cela : c'est à celui qui trouvera la formule magique comme la revendication de VIème République, qui, à elle seule, serait la solution à toutes les insuffisances de notre gouvernance.

Les questions qui se posent sont à l'évidence très profondes et complexes. Elles nécessitent de savoir d'abord quelle est la nature du mal qui ronge notre démocratie représentative, d'essayer d'en dresser un tableau le plus objectif et le plus exhaustif possible via une observation clinique d'une part et une identification des forces internes à notre société qui peuvent expliquer le décalage entre l'action publique et les attentes des citoyens.

Ces travaux doivent permettre de répertorier les vrais sujets, d'en mesurer la réelle importance ainsi que le caractère prioritaire, ouvrant sur une appréhension la plus complète possible des réalités de la crise que nous vivons.

Dans un second temps, les opinions issues des publics citoyens sont confrontées aux expertises d'acteurs de la décision publique, dans des fonctions souvent éminentes, assumées dans un passé récent ou bien encore en cours, ou encore de partenaires des décideurs publics issus du monde économique, universitaire ou associatif. Le Livre Blanc de la Gouvernance Publique a permis de confronter les réflexions du plus grand nombre à celles d'experts de l'action publique.

Etrangement, au-delà de la dimension de la connaissance des mécanismes de gouvernance et de maîtrise de ses techniques de gestion, ces réflexions convergent vers ce qui apparaît comme une évidence : notre pays doit aller vers une réforme très profonde de son mode de gouvernance, qui dépasse très largement les aspects institutionnels : la philosophie même de l'action publique doit être repensée en se plaçant résolument et prioritairement au service des citoyens.

Par analogie, on peut parler de véritable révolution copernicienne dans la pratique de l'action publique. Les élites dirigeantes du pays sont-elles prêtes à sortir du modèle d'exercice du pouvoir qui caractérise si singulièrement notre démocratie ? Là n'est sans doute pas la moindre des questions.

Liste des personnalités sollicitées pour le Livre Blanc de la Gouvernance Publique

Alain JUPPE	Ancien Premier Ministre, ancien Maire de Bordeaux
Jean-Pierre RAFFARIN	Président de la Fondation Prospective et Innovation, ancien Premier Ministre
Enrico LETTA	Directeur de l'école des affaires internationales de SciencesPo, ancien président du conseil italien
Gérard LARCHER	Président du Sénat
Marylise LEBRANCHU	Ancienne Ministre, ancienne Maire de Morlaix
Jean-Paul DELEVOYE	Haut Commissaire à la réforme des retraites, ancien président du CESE, ancien Ministre
Philippe RICHERT	ancien Ministre et président de la région Grand Est
Dominique BUSSEREAU	ancien Ministre, Président du Conseil départemental de Charente Maritime, Président de l'Assemblée des Départements de France
Patrick DEVEDJIAN	ancien Ministre, Président du Conseil départemental des Hauts de Seine
Jean-Christophe LAGARDE	Député, président du groupe parlementaire UDI, Agir et Indépendants, président de l'UDI, Maire honoraire de Drancy
François DUROVRAY	Président du Conseil départemental de l'Essonne
Nathalie APPERE	Maire de Rennes, ancienne Députée
Jean-Christophe FROMANTIN	Maire de Neuilly-sur-Seine, ancien Député
Jean-Luc MOUDENC	Maire de Toulouse, président de Toulouse Métropole et de France Urbaine
Pascal PERRINEAU	Professeur des Universités à SciencesPo Paris, chercheur attaché au Cevipof
Jean-Hervé LORENZI	Professeur des Universités, président du Cercle des économistes
Daniel LEBEGUE	Haut fonctionnaire, ancien Directeur du Trésor et de la Caisse des Dépôts et Consignation
Laurent BERGER	Secrétaire Général de la CFDT
Jean-Dominique SENARD	Président du Groupe Michelin
Jean-Paul HUCHON	président de l'IFGP, ancien président du Conseil régional d'Ile de France

Les chapitres du Livre Blanc

TITRE 1 – Le diagnostic

- A- Un Etat solide hérité de notre histoire
 - ✓ Un système institutionnel et électoral garantissant la stabilité
 - ✓ Une organisation administrative performante
 - ✓ Des élus très impliqués et utiles à l'action publique
 - ✓ Un maillage territorial conséquent
- B- Un Etat très fortement interpellé
 - ✓ Les réalités de notre temps
 - ✓ Les attentes des usagers
 - ✓ L'exigence citoyenne
 - ✓ Le débat sur la légitimité de l'exigence citoyenne
 - ✓ L'irruption de la société civile
 - ✓ L'âge du digital
- C- Un Etat qui essaie de se réformer
 - ✓ Le chantier inabouti de la décentralisation
 - ✓ Le maintien d'une relation ambiguë entre l'Etat et ses collectivités locales
 - ✓ La question du statut des élus
 - ✓ Une stratégie d'administration en échec
 - ✓ Les trois profils de la France
 - ✓ Le modèle social en risque systémique
- D- Un sentiment de conservatisme intrinsèque
 - ✓ Une Haute Fonction Publique impassible
 - ✓ La règle de l'omniscience
 - ✓ Le poids de la Fonction Publique
 - ✓ Le refus de revoir le modèle d'exercice du pouvoir d'Etat

TITRE 2 - Les perspectives d'évolutions

- A- Repenser la Valeur publique et aller vers la gouvernance publique ouverte
 - ✓ Nous passons dans un nouveau monde
 - ✓ L'urgence à se remettre en cause
- B- L'action publique à l'âge du digital
 - ✓ Inverser la relation administration usagers
 - ✓ L'administration digitale comme vecteur de transformation de l'action publique
- C- Repositionner les acteurs de la décision publique
 - ✓ Clarifier la relation entre l'Etat et ses collectivités locales
 - Recentrer les missions de l'Etat
 - Aller vers une franche décentralisation
 - ✓ Réformer la Fonction Publique
 - Le débat sur le nombre des fonctionnaires
 - Le débat sur le rôle du statut de la Fonction Publique
 - Sortir des postures et aborder les vraies questions
 - ✓ Replacer les élus dans leur rôle de mandataires des citoyens
 - Forces et faiblesses du rôle des élus
 - La nécessaire montée en puissance des élus
 - Doter le pays d'un corps d'administrateurs publics à la hauteur des enjeux
 - Restaurer le rôle des partis politiques comme base de sélection de candidats, potentiels élus
 - La question de la transparence de la vie politique

Nature des travaux

Les travaux de l'IFGP ont été menés sur la base de données et d'analyses issues de :

- Interviews de personnalités
- Animation de sessions de réflexion collective sur la gouvernance publique avec des élus locaux
- Animation d'un cercle de réflexion collective sur la gouvernance publique avec des DGS
- Etude et analyses collectives de documents de recherche de divers domaines en contexte direct ou indirect avec l'évolution de la gouvernance publique
- Elaboration de synthèses
- Rédaction d'une analyse globale, circonstanciée et posant des perspectives d'évolutions possibles

Méthodologie

- 1) Identification des ressources et références
- 2) Etude et analyse collective sur la base de nombreux documents :
 - histoire administrative française et histoire des institutions de la république
 - les fondements de la Vème République, discours de Bayeux et Mémoire d'espoir du général de Gaulle
 - Interview de personnalités qualifiées de tous horizons, soit en mode individuel, soit en mode collectif
 - diverses autres documents dans les domaines suivants :
 - La financiarisation de l'économie mondiale (impact sur les moyens de l'action publique)
 - Evolutions sociologiques générales de la France (la montée des précarités économiques - déclassement ou exclusion - de l'isolement par la distance et par la dépendance - relâchement des solidarités et des liens sociaux et familiaux)
 - Evolutions sociétales y compris liées à l'avènement de l'âge digital (explosion d'une demande sociale de nature nouvelle, irruption de l'engagement citoyen et relation au travail)
 - Evolution structurelle du tissu économique (déindustrialisation)
 - Evolution des stratégies publiques de développement du territoire (métropolisation et fractures territoriales)
 - Processus de sélection et de formation des élites dirigeantes publiques
 - Etat et évolutions de l'opinion (période électorale, confiance dans les institutions et les élus)
 - les dispositifs législatifs en faveur de la régulation de l'argent dans le financement de la vie politique et de l'amélioration de la transparence de la vie politique
- 3) Interviews de 20 personnalités
Les personnalités sollicitées (voir liste en annexe) ont été invitées à exposer leur analyse de la crise de la démocratie représentative en France sous l'angle de leur évaluation de l'efficacité de la gouvernance publique dans notre pays. Le questionnement a porté plus précisément sur les processus de la décision publique avec un zoom sur les acteurs de l'action publique que sont les élus et leur administration.
Ont été posées des questions sur l'Etat et son organisation, ses évolutions, la relation aux corps intermédiaires, aux citoyens, à la société civile, aux évolutions de notre temps (sociétale, biotechnologique et numérique).
Pour chacune des personnalités, une synthèse a été réalisée par l'IFGP qui est restituée dans le Livre Blanc.

Une réalisation de l'IFGP

- Qu'est-ce que l'IFGP ?

L'Institut Français de Gouvernance Publique (IFGP) est une association loi 1901, fondée en 2015, déclarée à la Préfecture de Paris.

L'IFGP est un think tank - apolitique - dédié à la gouvernance publique. Il est ouvert à la participation de toutes les personnes physiques et morales intéressées par la rénovation de la gouvernance publique en France.

Pour plus de détails sur l'IFGP, voir note jointe.

- Qui sont les rédacteurs du LBGP ?

Profil de l'équipe IFGP auteur de l'ouvrage : l'équipe allie un large spectre d'expériences théorique et concrète de la gouvernance publique, de maîtrise des processus de la décision publique aux niveaux national, déconcentré et décentralisé, complété par une imprégnation dans le monde économique privé ainsi que dans la sphère associative:

- Georges Sali, coconcepteur du projet, coordonnateur des travaux, rédacteur principal, ancien élu et ancien cadre commercial international - (Sciences Po Paris)
- Jean-Paul Huchon, coconcepteur, rédacteur, ancien élu, Directeur de cabinet du Premier Ministre, DG du CA, - (ENA)
- Stéphane Privé, coconcepteur, rédacteur, élu local, ancien conseiller financier – (ISG)

INSTITUT FRANÇAIS DE GOUVERNANCE PUBLIQUE

présentation synthétique

L'identité de l'IFGP :

L'Institut Français de Gouvernance Publique (IFGP) est une association loi 1901, fondée en 2015, déclarée à la Préfecture de Paris.

L'IFGP est un think tank - apolitique - dédié à la gouvernance publique. Il est ouvert à la participation de toutes les personnes physiques et morales intéressées par la rénovation de la gouvernance publique en France.

La philosophie et les valeurs :

L'IFGP est un think tank voulant contribuer de façon concrète au débat public, par l'élaboration de propositions professionnelles, à la rénovation de la gouvernance publique en France.

Ce faisant, l'IFGP souhaite contribuer à revitalisation de la démocratie représentative, par l'association des citoyens et de la société civile à la décision publique, par la transformation de l'action publique.

Par son action spécifique sur la question de la démocratie citoyenne, il vise à renforcer la cohésion de la société, notamment de ses territoires.

Par l'ensemble de ses activités, l'IFGP s'inscrit dans une démarche toute au service de l'intérêt général et du bien commun.

Le fonctionnement :

Les instances de l'IFGP - assemblée générale, conseil d'administration et bureau - fonctionnent régulièrement conformément aux prescriptions de ses statuts déposés à la Préfecture de Paris.

La logique des travaux menés par l'IFGP :

L'IFGP considère que la crise de la démocratie représentative s'explique pour beaucoup par celle de la gouvernance publique. Cela tient à une contestation de plus en plus marquée de la pertinence de l'action publique (son efficacité vs ses coûts). Pour rendre à nouveau efficiente l'action publique, il convient de travailler auprès des décideurs publics et sur la façon de mener l'enjeu de la transformation de l'action publique (TAP).

Les axes de travail de l'IFGP :

L'action est développée en direction de deux publics :

- ⇒ Les administrateurs publics, à savoir les élus et leurs directions administratives, avec l'objectif de faciliter leur montée en puissance (en compétences, en savoir-faire, en maîtrise des évolutions des contextes), moyen de répondre aux exigences de la société civile qu'ils servent.
- ⇒ Les collectivités locales, en facilitant la coopération entre les administrations locales en vue de produire de la valeur publique pertinente et efficiente et avec l'objectif de compléter et de renforcer l'action de l'Etat dans l'objectif de la Transformation de l'Action Publique (programme AP 2022).

L'animation de l'IFGP :

L'IFGP est présidé par M. Jean-Paul Huchon, qui souhaite poursuivre, par son action dans le cadre de l'IFGP, à servir l'intérêt général, après avoir assumé diverses responsabilités (Maire de Conflans-Sainte-Honorine, président du Conseil régional d'Ile de France, Directeur de cabinet du Premier Ministre, DG du Crédit Agricole).

Comité de parrainage :

- **M. Jean-Pierre Raffarin**, *président de la Fondation pour l'Innovation Prospective, ancien Premier ministre*
- **M. Henri Nallet**, *président de la Fondation Jean Jaurès, ancien ministre*
- **M. Jean-Paul Delevoye**, *Haut-commissaire aux retraites, ancien ministre*
- **M. Patrick Devedjian**, *président du conseil départemental des Hauts-de-Seine, ancien Ministre*
- **M. Patrick Ollier**, *président de la Métropole du Grand Paris, ancien ministre*
- **M. François de Rugy**, *Député, ancien président de l'Assemblée nationale*
- **M. Hervé Morin**, *président de Régions de France et de la région Normandie, ancien ministre*
- **M. Dominique Bussereau**, *Président de l'ADF et du conseil de Charente-Maritime, ancien ministre*
- **M. Jean-Marie Bockel**, *Sénateur, ancien ministre*
- **M. Jean-Christophe Lagarde**, *Député, ancien maire de Drancy*
- **Mme Valérie Pécresse**, *présidente du Conseil régional d'Ile de France*
- **M. Pierre Bédier**, *président du Conseil départemental des Yvelines*
- **M. François Durovray**, *président du Conseil départemental de l'Essonne*
- **M. Hervé Marseille**, *sénateur, ancien maire de Meudon*
- **M. Frédéric Valletoux**, *conseiller régional Ile de France, maire de Fontainebleau*
- **M. Igor Semo**, *mairie de Saint-Maurice*
- **M. Denis Badré**, *conseiller de la Métropole du Grand Paris*
- **M. Jean-Paul Jeandon**, *mairie de Cergy*
- **M. Jean-Christophe Fromantin**, *mairie de Neuilly-sur-Seine, ancien député*
- **M. Pierre-Christophe Baguet**, *mairie de Boulogne-Billancourt*
- **M. Pascal Perrineau**, *professeur à Sciences Po Paris*
- **M. Jean-Hervé Lorenzi**, *président du Cercles des économistes*
- **M. Daniel Lebègue**, *haut fonctionnaire, ancien directeur du Trésor*

Les actions conduites en 2019 :

1. **Edition du Livre Blanc de la Gouvernance publique**,
2. **Colloque** sur la question de la rénovation des processus de la décision publique le 18 octobre au Sénat.
3. **Groupe de travail** « politiques publiques locales et innovation à l'ère du digital » avec plusieurs DGS de collectivités de tous échelons et catégories.
4. **Club des élus** : espace de discussion entre élus de toutes sensibilités et issus de tout type de collectivités pour échanger sur l'enjeu de la mise en capacité des élus à mieux maîtriser les responsabilités que leur ont confiées les citoyens
5. **Certification en gouvernance publique** : l'IFGP a développé ce concept qui propose de suivre un cycle d'études en gouvernance publique (CEGP) permettant à tout citoyen intéressé par l'exercice d'un mandat de maîtriser les fondamentaux de la gouvernance publique.
6. La **Lettre de la Gouvernance Publique** éditée tous les trois mois.